

# Évaluation de la Caisse alimentaire commune de Montpellier

17 septembre 2025

Inspirée de la [Sécurité sociale de l'alimentation](#), une Caisse alimentaire a été expérimentée à Montpellier afin de lutter contre les inégalités en matière d'alimentation et promouvoir la durabilité des systèmes alimentaires. Elle a fait l'objet d'une évaluation dont le rapport a été mis en ligne en juin 2025. La Caisse alimentaire commune de Montpellier est financée par des fonds publics, auxquels s'ajoutent les cotisations des membres de l'association, en proportion de leur revenu. Chaque adhérent volontaire reçoit ensuite l'équivalent de 100€/mois, versés sous forme de [monnaie locale complémentaire](#) à dépenser dans des commerces conventionnés (figure). L'évaluation suggère que l'accès à l'alimentation a été sensiblement accru, la part des participants se déclarant en situation de précarité alimentaire quantitative étant passée de 11 à 5 % au cours de l'expérimentation. Cependant, les auteurs notent que les prix élevés pratiqués dans certains lieux conventionnés peuvent constituer une forme de « violence symbolique » pour les participants les plus précaires, qui constatent qu'en dépit de l'aide dont ils bénéficient, une large gamme de produits leur reste inaccessible.

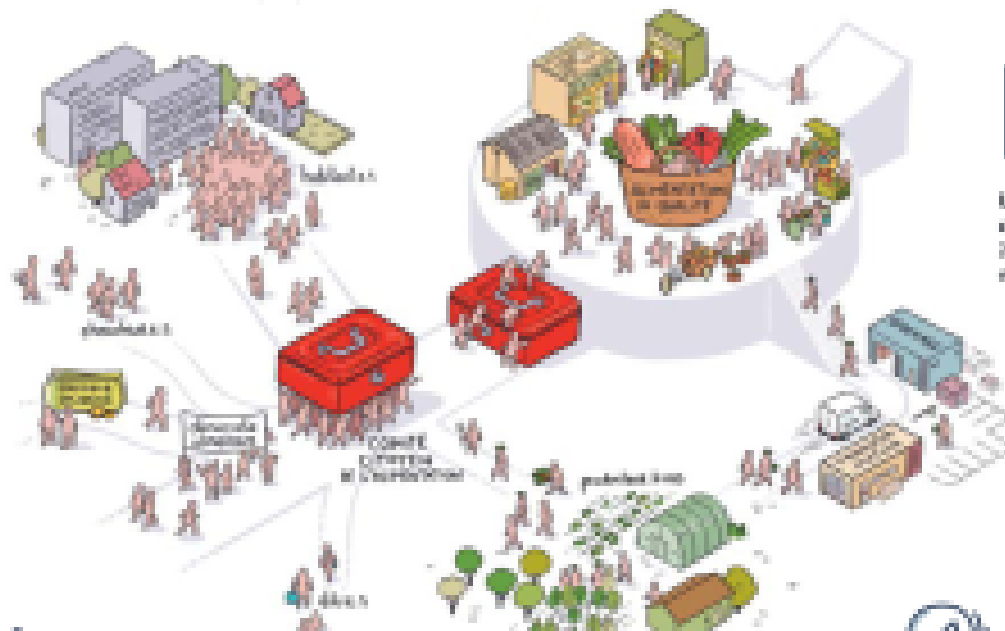
Fonctionnement de la Caisse alimentaire commune de Montpellier



**Un Comité Citoyen de l'Alimentation :**  
Instance de gouvernement de la Cité, composé de 12 habitants-actifs à Montréal, dont la moitié sont choisis par la priorité!



**Budget collectif :**  
obténi par les contributions faites en cash (changer leur salaire ou moyen), et des subventions publiques et privées



**Un circuit de distribution conventionnel :**  
28 producteurs, 1400 magasins et 1200 points



**Le Monnaie :**  
outil de transaction qui permet d'échanger les produits dans le circuit conventionnel



**Coopération :**  
restructuration des apprentissages et de la logistique, appui à l'autoconstruction de filières

**EXPERIMENTATION 2011-2014**

La Cité a permis aux 170 participants en développement (d'âge entre 100 et 1000 ans) d'explorer leur circuit de distribution alimentaire conventionnel, ouvert à leurs us, choisis par le comité (logistique, producteurs, groupements d'habitants...)

Source : Chaire UNESCO Alimentations du monde

Source : [Chaire UNESCO Alimentations du monde](#)